

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/40221]

26 JANVIER 2021. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

La Ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution, l'article 23 ;

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, l'article 4 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les articles 11 et 42 ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, les articles 181, 182 et 187 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu l'article 8, § 2, 1° et 2°, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, le présent arrêté est excepté de l'analyse d'impact de la réglementation ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 janvier 2021 ;

Vu l'accord du Secrétaire de l'Etat au Budget, donné le 25 janvier 2021 ;

Vu l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, donné le 26 janvier 2021 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'urgence, qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison notamment de la nécessité d'envisager des mesures fondées sur les résultats épidémiologiques qui évoluent de jour en jour, les derniers ayant justifié les mesures décidées lors du Comité de concertation qui s'est tenu le 22 janvier 2021 ; qu'il est dès lors urgent de prendre certaines mesures ;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil National de Sécurité qui s'est réuni les 10, 12, 17, et 27 mars 2020, les 15 et 24 avril 2020, les 6, 13, 20 et 29 mai 2020, les 3, 24 et 30 juin 2020, les 10, 15, 23, et 27 juillet 2020, le 20 août 2020, ainsi que le 23 septembre 2020 ;

Considérant les avis du GEES, de CELEVAL, du RAG et du GEMS ;

Considérant l'avis du Conseil Supérieur de la Santé du 9 juillet 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant l'article 6, 1. c) du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/40221]

26 JANUARI 2021. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de Grondwet, artikel 23;

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, artikel 4;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, artikelen 11 en 42;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikelen 181, 182 en 187;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op artikel 8, § 2, 1° en 2°, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging is dit besluit uitgezonderd van de regelgevingsimpactanalyse;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 januari 2021;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor begroting, gegeven op 25 januari 2021;

Gelet op het advies van de in Raad vergaderde Ministers, gegeven op 26 januari 2021;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die niet toelaat te wachten op het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State binnen een verkorte termijn van vijf dagen, onder meer omwille van de noodzaak om maatregelen te overwegen die gegrond zijn op epidemiologische resultaten die van dag op dag evolueren en waarvan de laatste de maatregelen hebben gerechtvaardigd die werden beslist tijdens het Overlegcomité dat is bijeengekomen op 22 januari 2021; dat het zodoende dringend is om bepaalde maatregelen te nemen;

Overwegende het overleg tussen de regeringen van de deelstaten en de bevoegde federale overheden binnen de Nationale Veiligheidsraad, die is bijeengekomen op 10, 12, 17 en 27 maart 2020, op 15 en 24 april 2020, op 6, 13, 20 en 29 mei 2020, op 3, 24 en 30 juni 2020, op 10, 15, 23 en 27 juli 2020, op 20 augustus 2020, alsook op 23 september 2020;

Overwegende de adviezen van de GEES, van CELEVAL, van de RAG en van de GEMS;

Overwegende het advies van de Hoge Gezondheidsraad van 9 juli 2020;

Overwegende artikel 191 van het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel in het kader van het beheer van internationale gezondheidsrisico's en van de actieve voorbereiding van zulke potentiële crisissen verankert; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer een ernstig risico hoogstwaarschijnlijk werkelijkheid zal worden, het aan de overheid is om dringende en voorlopige maatregelen te nemen;

Overwegende artikel 6, 1. c) van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

Considérant l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano ;

Considérant la loi du 9 octobre 2020 portant assentiment à l'accord de coopération du 25 août 2020 précité ;

Considérant l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;

Considérant l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise du coronavirus COVID-19 ;

Considérant la Recommandation (UE) 2020/1475 du Conseil du 13 octobre 2020 relative à une approche coordonnée de la restriction de la libre circulation en réaction à la pandémie de COVID-19 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant l'allocution liminaire du Directeur général de l'OMS du 12 octobre 2020 précisant que le virus se transmet principalement entre contacts étroits et entraîne des flambées épidémiques qui pourraient être maîtrisées par l'application de mesures ciblées ;

Considérant la déclaration du Directeur général de l'OMS Europe du 15 octobre 2020, indiquant que la situation en Europe est très préoccupante et que la transmission et les sources de contamination ont lieu dans les maisons, les lieux publics intérieurs et chez les personnes qui ne respectent pas correctement les mesures d'autoprotection ;

Considérant la déclaration du Directeur général de l'OMS du 26 octobre 2020, précisant que le plus grand nombre de cas de COVID-19 a été déclaré dans la semaine du 19 octobre 2020 et que tout doit être mis en œuvre pour protéger les travailleurs du secteur des soins de santé ; que les écoles et les entreprises peuvent rester ouvertes mais que des compromis doivent être faits ; que le directeur général confirme que le virus peut être supprimé par une action rapide et ciblée ;

Considérant que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 13 octobre 2020 ;

Considérant que la moyenne journalière des nouvelles contaminations au coronavirus COVID-19 en Belgique sur les sept derniers jours est remontée à 2050 cas confirmés positifs à la date du 25 janvier 2021 ;

Considérant qu'à la date du 25 janvier 2021, au total 1923 patients atteints du coronavirus COVID-19 sont pris en charge dans les hôpitaux belges ; qu'à cette même date, au total 322 patients sont pris en charge dans les unités de soins intensifs ;

Considérant la légère remontée récente du nombre de nouvelles contaminations et d'occupation des lits d'hôpitaux ; que la pression sur les hôpitaux et sur la continuité des soins non COVID-19 demeure très élevée et que le risque pour la santé publique persiste ; que les hôpitaux souffrent toujours d'un manque de personnel pour raison de maladie et que cela peut entraîner une pénurie de personnel dans le secteur de la santé ; qu'il convient d'éviter que l'accueil des patients sur le territoire ne soit mis sous pression ;

Considérant que la situation épidémiologique demeure grave et précaire ; que l'incidence au 25 janvier 2021 sur une période de 14 jours est encore de 247 sur 100 000 habitants ; que le taux de reproduction basé sur le nombre de nouvelles hospitalisations s'élève à 1,11 ; qu'une diminution des chiffres est toujours nécessaire en vue de sortir de cette situation épidémiologique dangereuse ; que des mesures de grande envergure et de large portée demeurent indispensables pour en garder le contrôle ;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano ;

Overwegende de wet van 9 oktober 2020 houdende instemming met het voormelde samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 ;

Overwegende het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen ;

Overwegende het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19 ;

Overwegende de Aanbeveling (EU) van 2020/1475 van de Raad van 13 oktober 2020 betreffende een gecoördineerde aanpak van de beperking van het vrije verkeer in reactie op de COVID-19-pandemie ;

Overwegende de verklaring van de WHO omtrent de karakteristieken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder met betrekking tot de besmettelijkheid en het sterfterisico ;

Overwegende de kwalificatie van het coronavirus COVID-19 als een pandemie door de WHO op 11 maart 2020 ;

Overwegende dat de WHO op 16 maart 2020 het hoogste dreigingsniveau heeft uitgeroepen aangaande het coronavirus COVID-19 die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel verspreidt over de wereld ;

Overwegende de inleidende toespraak van de directeur-generaal van de WHO van 12 oktober 2020 die aangaf dat het virus zich voornamelijk verspreidt tussen nauwe contacten en aanleiding geeft tot opflakeringen van de epidemie die onder controle zouden kunnen worden gehouden door middel van gerichte maatregelen ;

Overwegende de verklaring van de directeur-generaal van de WHO Europa van 15 oktober 2020, die aangeeft dat de situatie in Europa zeer onrustwekkend is en dat de overdracht en besmettingsbronnen plaatsvinden in de huizen, binnen in publieke plaatsen en bij de personen die de zelfbeschermingsmaatregelen niet correct naleven ;

Overwegende de verklaring van de directeur-generaal van de WHO van 26 oktober 2020, die aangeeft dat het hoogste aantal gevallen van COVID-19 werd gemeld in de week van 19 oktober 2020 en dat alles in het werk moet worden gesteld om de medewerkers van de zorgsector te beschermen ; dat scholen en bedrijven kunnen openblijven maar daarvoor compromissen moeten worden gesloten ; dat de directeur-generaal bevestigt dat het virus kan worden onderdrukt door snel en bewust in te grijpen ;

Overwegende dat ons land sinds 13 oktober 2020 op nationaal niveau in alarmniveau 4 (zeer hoge alertheid) zit ;

Overwegende dat het daggemiddelde van de nieuwe besmettingen met het coronavirus COVID-19 in België over de voorbije zeven dagen gestegen is tot 2050 bevestigde positieve gevallen op 25 januari 2021 ;

Overwegende dat op 25 januari 2021 in totaal 1923 patiënten getroffen door COVID-19 worden behandeld in de Belgische ziekenhuizen ; dat op diezelfde datum in totaal 322 patiënten worden behandeld op de diensten van de intensieve zorg ;

Overwegende de recente lichte stijging in het aantal nieuwe besmettingen en bezetting van ziekenhuisbedden ; dat de druk op de ziekenhuizen en op de continuïteit van de niet-COVID-19-zorg zeer hoog blijft en dat het risico voor de volksgezondheid blijft bestaan ; dat ziekenhuizen nog steeds kampen met personeelsuitval wegens ziekte en dat dit kan leiden tot een tekort aan personeel in de zorgsector ; dat moet worden voorkomen dat de opvang van patiënten op het grondgebied onder druk komt te staan ;

Overwegende dat de epidemiologische situatie nog steeds zeer ernstig en precair is ; dat de incidentie op 25 januari 2021 over een periode van 14 dagen nog steeds 247 op 100.000 inwoners bedraagt ; dat het reproductiegetal op basis van de nieuwe hospitalisaties 1.11 bedraagt ; dat een daling van de cijfers nog steeds noodzakelijk is om uit deze gevaarlijke epidemiologische situatie te geraken ; dat verregaande en ingrijpende maatregelen onvermijdelijk blijven om de situatie onder controle te houden ;

Considérant que l'on tente de trouver un équilibre entre, d'une part, une réponse adéquate à la crise sanitaire provoquée par l'épidémie de coronavirus et, d'autre part, la protection de la liberté de culte ; que les bâtiments utilisés pour le culte ou pour des services moraux non confessionnels ne peuvent rester ouverts qu'à condition que les rassemblements soient évités ; que l'exercice individuel d'une activité dans un tel bâtiment, ou la visite de celui-ci, implique généralement une activité statique et provoque donc des rassemblements ; que la crise sanitaire ne permet pas à de grands groupes d'être présents dans le même espace pendant une longue période ; qu'il convient donc de clarifier la réglementation actuelle ;

Considérant la déclaration du 19 décembre 2020 du Premier ministre britannique concernant l'évolution de la situation épidémiologique au Royaume-Uni et en particulier l'apparition d'une mutation du coronavirus COVID-19 et du 22 janvier 2021 concernant le taux de mortalité plus haut de cette mutation ;

Considérant la Recommandation (UE) du 22 décembre 2020 du Conseil de l'Union européenne concernant une approche coordonnée des voyages et des transports en réaction au variant du SRAS-CoV-2 détecté au Royaume-Uni ;

Considérant que de nouveaux variants du virus ont récemment été identifiés, y compris le variant B.1.1.7 et le variant B.1.351 ; que ces variants semblent plus contagieux que le variant d'origine ; qu'ils se propagent donc plus vite ; qu'un risque accru de contamination en découle ;

Considérant l'analyse de risque du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) du 20 décembre 2020 sur « l'augmentation rapide d'un variant du CoV-2 du SRAS avec de multiples pics de mutations protéiques observés au Royaume-Uni » et du 29 décembre 2020 « en relation avec la propagation de nouveaux variants préoccupants du CoV-2 du SRAS dans l'UE/EEE » ;

Considérant que plusieurs contaminations par ces variants ont déjà été constatées sur le territoire belge ; qu'il ressort du rapport du RAG que les voyages augmentent le risque de transmission à grande échelle des variants ; qu'il est par conséquent nécessaire de prendre des mesures afin de contrer la poursuite de l'importation et de la propagation de ceux-ci sur le territoire belge ;

Considérant la déclaration du docteur Hans Henri P. Kluge, directeur régional de l'OMS pour l'Europe du 14 janvier 2021 dans laquelle il souligne que le nouveau variant du virus est préoccupant au vu de sa transmissibilité accrue et dans laquelle il estime que sans un contrôle plus strict pour ralentir sa propagation, les établissements de santé, déjà soumis à de fortes pressions, subiront un impact encore plus important ;

Considérant que d'autres États membres de l'Union européenne sont confrontés à une augmentation du nombre de contaminations ; que d'autres pays d'Europe continentale, dont les Pays-Bas, la France et l'Allemagne, ont également imposé des restrictions de voyage ;

Considérant la Recommandation (UE) 2020/912 du Conseil du 30 juin 2020 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels et la possible levée de cette restriction ; qu'il y avait déjà une interdiction de voyages non essentiels vis-à-vis des pays tiers sur la base de cette Recommandation ; que la liste de voyages essentiels applicable dans ce cadre est plus restrictive que la nouvelle liste de voyages essentiels qui sont autorisés par le présent arrêté ; que le présent arrêté ne vise pas à élargir la première liste ;

Considérant la nécessité de renforcer les règles concernant les voyages au départ de et vers la Belgique ;

Considérant l'urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est complété par un 14^o, rédigé comme suit :

« 14^o « pays tiers » : un pays n'appartenant ni à l'Union européenne ni à la zone Schengen. »

Art. 2. Dans l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, du même arrêté, le mot « annexe » est remplacé par les mots « annexe 1^{re} ».

Art. 3. Dans l'article 3bis du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par les mots : « Les services et institutions précités peuvent notamment demander sur les lieux de travail de fournir la preuve qu'un voyage a été effectué pour des raisons purement professionnelles, telles que visées à l'annexe 2 au présent arrêté. »

Overwegende dat getracht wordt een evenwicht te vinden tussen, enerzijds, een adequate aanpak van de gezondheids crisis die door de corona-epidemie veroorzaakt wordt en, anderzijds, de bescherming van de vrijheid van godsdienst; dat de gebouwen voor de eredienst of voor de niet-confessionele morele dienstverlening enkel geopend mogen blijven op voorwaarde dat samenscholingen worden vermeden; dat het individueel uitoefenen van een activiteit in een dergelijk gebouw, of een bezoek daaraan, doorgaans een statische activiteit betreft en aldus samenscholingen veroorzaakt; dat de gezondheids crisis niet toelaat dat grote groepen langdurig aanwezig zijn in eenzelfde ruimte; dat de huidige regeling om die reden verduidelijkt diende te worden;

Overwegende de verklaring van 19 december 2020 van de Britse Premier met betrekking tot de epidemiologische situatie in het Verenigd Koninkrijk en meer bepaald het opduiken van een mutatie van het coronavirus COVID-19 en van 22 januari 2021 met betrekking tot de hogere sterftegraad van deze mutatie;

Overwegende de Aanbeveling (EU) van 22 december 2020 van de Raad van de Europese Unie over een gecoördineerde aanpak van reizen en vervoer in reactie op de in het Verenigd Koninkrijk waargenomen variant van SARS-CoV-2;

Overwegende dat recent nieuwe varianten van het virus werden vastgesteld, waaronder variant B.1.1.7 en variant B.1.351; dat deze varianten besmettelijker blijken dan de oorspronkelijke variant; dat ze zich dus sneller verspreiden; dat er daarom een verhoogd risico op besmetting bestaat;

Overwegende de risicoanalyse van het European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) van 20 december 2020 betreffende "de snelle toename van een SARS-CoV-2-variant met meerdere piek eiwitmutaties waargenomen in het Verenigd Koninkrijk" en van 29 december 2020 "in verband met de verspreiding van nieuwe zorgwekkende SARS-CoV-2-varianten in de EU/EER";

Overwegende dat er al meerdere besmettingen met deze varianten op het Belgisch grondgebied werden vastgesteld; dat uit het advies van de RAG van 20 januari 2021 blijkt dat het reizen het risico op brede verspreiding van de varianten vergroot; dat het daarom noodzakelijk is om maatregelen te nemen om de verdere import en verspreiding ervan op het Belgisch grondgebied tegen te gaan;

Overwegende de verklaring van dokter Hans Henri P. Kluge, regionaal directeur van de WHO voor Europa van 14 januari 2021, waarin hij onderlijnt dat de nieuwe variant van het virus een reden tot bezorgdheid is gezien de verhoogde overdraagbaarheid ervan en waarin hij stelt dat zonder strengere controles om de verspreiding hiervan te vertragen, de zorginstellingen, die reeds aan een hoge druk onderworpen zijn, nog zwaarder zullen worden geïmpacteerd;

Overwegende dat andere lidstaten van de Europese Unie geconfronteerd worden met een verhoging van het aantal besmettingen; dat ook andere landen van het Europese vasteland, waaronder Nederland, Frankrijk en Duitsland, reisbeperkingen hebben opgelegd;

Overwegende de Aanbeveling (EU) 2020/912 van de Raad van 30 juni 2020 over de tijdelijke beperking van niet-essentiële reizen naar de EU en de mogelijke opheffing van die beperking; dat er reeds een verbod op niet-essentiële reizen was ten aanzien van derde landen op basis van die Aanbeveling; dat de lijst van essentiële reizen die in dit kader van toepassing is, restrictiever is dan de nieuwe lijst van essentiële reizen die toegelaten zijn door dit besluit; dat dit besluit niet beoogt de eerste lijst uit te breiden;

Overwegende de noodzaak om de regels betreffende het reizen vanuit en naar België te verstrengen;

Overwegende de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, wordt aangevuld met de bepaling onder 14^o, luidende:

"14^o "derde land": een land dat niet behoort tot de Europese Unie, noch tot de Schengenzone."

Art. 2. In artikel 2, § 1, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "bijlage" vervangen door de woorden "bijlage 1".

Art. 3. In artikel 3bis van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld met de woorden: "Voormelde diensten en instellingen kunnen op de arbeidsplaatsen onder meer vragen het bewijs te leveren dat om louter professionele redenen, zoals vermeld in bijlage 2 van dit besluit, werd gereisd."

Art. 4. Dans l'article 8, § 4 du même arrêté les mots "annexe" sont chaque fois remplacés par les mots « annexe 1^{re} ».

Art. 5. Dans l'article 15, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots « en même temps » sont insérés entre le mot « présent » et les mots « aux activités » ;

2° la phrase introductive est complétée par les mots « , indépendamment du nombre de pièces à l'intérieur d'un bâtiment » ;

3° il est ajouté un 4°, rédigé comme suit :

« 4° l'exercice individuel du culte et l'exercice individuel de l'assistance morale non confessionnelle et des activités au sein d'une association philosophique-non-confessionnelle ; » ;

4° il est ajouté un 5°, rédigé comme suit :

« 5° la visite individuelle ou collective d'un bâtiment de culte ou un bâtiment destiné à l'exercice public de l'assistance morale non confessionnelle. ».

Art. 6. L'article 20 du même arrêté est complété avec un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Les écoles ou des tiers peuvent également prendre des initiatives en dehors des heures de cours pour lutter contre les difficultés d'apprentissage ou l'abandon scolaire selon les protocoles établis par les ministres compétents des Communautés. »

Art. 7. Dans l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les voyages non essentiels vers l'étranger sont interdits pour les personnes ayant leur résidence principale en Belgique. Les voyages non essentiels vers la Belgique sont interdits pour les personnes ayant leur résidence principale à l'étranger.

Sont considérés comme essentiels les voyages déterminés à l'annexe 2 au présent arrêté.

Pour les voyages autorisés conformément à l'alinéa 2, le voyageur est tenu, préalablement au voyage, de remplir, signer et garder pendant tout le voyage la version électronique ou papier de la déclaration sur l'honneur, dont le modèle de formulaire est publié sur le site web « info-coronavirus.be » du Service public fédéral Santé Publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Si un transporteur est utilisé, il est tenu de contrôler que les voyageurs visés à l'alinéa 3, préalablement à l'embarquement, ont complété une déclaration sur l'honneur. En l'absence de cette déclaration, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement. Le transporteur contrôle à nouveau que la déclaration sur l'honneur est remplie à l'arrivée sur le territoire belge.

A défaut d'une telle déclaration sur l'honneur ou en cas d'informations fausses, trompeuses ou incomplètes dans cette déclaration, l'entrée peut le cas échéant être refusée conformément à l'article 14 du code frontières Schengen ou à l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, sont considérés comme essentiels les voyages déterminés à l'annexe 3 au présent arrêté pour les voyageurs voyageant au départ d'un pays tiers vers la Belgique, pour autant qu'ils n'aient pas la nationalité d'un pays de l'Union européenne ou de la zone Schengen, et qu'ils aient leur résidence principale dans un pays tiers qui n'est pas repris à l'annexe I de la Recommandation (UE) 2020/912 du Conseil du 30 juin 2020 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction.

Pour les voyages qui sont autorisés conformément à l'alinéa 1^{er}, le voyageur doit être en possession d'une attestation de voyage essentiel. Cette attestation est délivrée par la mission diplomatique ou le poste consulaire belge s'il est démontré que le voyage est essentiel.

Art. 4. In artikel 8, § 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "bijlage" telkens vervangen door de woorden "bijlage 1".

Art. 5. In artikel 15, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen doorgevoerd:

1° in de inleidende zin wordt het woord "tegelijktijd" ingevoegd tussen het woord "mag" en het woord "aanwezig";

2° de inleidende zin wordt aangevuld met de woorden ", onafhankelijk van het aantal ruimtes binnen een gebouw";

3° er wordt een bepaling onder 4° toegevoegd, luidende:

"4° de individuele uitoefening van de eredienst en de individuele uitoefening van de niet-confessionele morele dienstverlening en van activiteiten binnen een filosofisch-levensbeschouwelijke vereniging;" ;

4° er wordt een bepaling onder 5° toegevoegd, luidende:

"5° het individueel of collectief bezoek aan een gebouw voor de eredienst of een gebouw voor niet-confessionele morele dienstverlening."

Art. 6. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde lid, luidende:

"Ook buiten de lesuren kunnen scholen of derden initiatieven nemen ter bestrijding van de leerachterstand of schooluitval volgens de protocollen die worden opgesteld door de bevoegde ministers van de Gemeenschappen."

Art. 7. In artikel 21 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de eerste paragraaf wordt vervangen als volgt:

"§ 1. Niet-essentiële reizen naar het buitenland zijn verboden voor personen die hun hoofdverblijfplaats hebben in België. Niet-essentiële reizen naar België zijn verboden voor personen die hun hoofdverblijfplaats hebben in het buitenland.

De reizen zoals bepaald in bijlage 2 van dit besluit worden beschouwd als essentieel.

Voor de overeenkomstig het tweede lid toegelaten reizen, is de reiziger ertoe gehouden de digitale of papieren verklaring op eer, waarvan het modelformulier is bekendgemaakt op de website "info-coronavirus.be" van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, voorafgaand aan de reis, in te vullen, te ondertekenen en bij zich te dragen gedurende de integrale reis.

Indien gebruik wordt gemaakt van een vervoerder, is deze ertoe gehouden te controleren dat de reizigers bedoeld in het derde lid, voorafgaand aan de boarding, een verklaring op eer hebben ingevuld. Bij gebrek aan deze verklaring, is de vervoerder ertoe gehouden het boarden te weigeren. De vervoerder controleert bij aankomst op Belgisch grondgebied opnieuw dat de verklaring op eer werd ingevuld.

Bij gebrek aan deze verklaring op eer of bij valse, misleidende of onvolledige informatie in deze verklaring, kan in voorkomend geval de binnenkomst geweigerd worden overeenkomstig artikel 14 van de Schengengrenscodex of artikel 43 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen."

2° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 2. In afwijking van de eerste paragraaf, worden de reizen zoals bepaald in bijlage 3 van dit besluit als essentieel beschouwd voor de reizigers die vanuit een derde land naar België reizen, voor zover ze niet beschikken over de nationaliteit van een land van de Europese Unie of van de Schengenzone, en ze hun hoofdverblijfplaats hebben in een derde land dat niet is opgenomen in bijlage I bij de Aanbeveling (EU) 2020/912 van de Raad van 30 juni 2020 over de tijdelijke beperking van niet-essentiële reizen naar de EU en de mogelijke opheffing van die beperking.

Voor de overeenkomstig het eerste lid toegelaten reizen is de reiziger ertoe gehouden in het bezit te zijn van een attest van essentiële reis. Dit attest wordt uitgereikt door de Belgische diplomatieke of consulaire post indien wordt aangetoond dat de reis essentieel is.

Si un transporteur est utilisé, il est tenu de contrôler que les voyageurs visés à l'alinéa 2, préalablement à l'embarquement, sont en possession de cette attestation. En l'absence de cette attestation, le transporteur est tenu de refuser l'embarquement. Le transporteur contrôle à nouveau que le voyageur est en possession de cette attestation à l'arrivée sur le territoire belge.

Par dérogation à l'alinéa 2, une attestation n'est pas exigée si le caractère essentiel du voyage ressort des documents officiels en possession du voyageur.

Pour l'application du présent arrêté, Andorre, Monaco, Saint-Marin et le Vatican sont considérés comme des pays de l'Union européenne. » ;

3° dans le paragraphe 7, les mots « site Internet du Service public fédéral Affaires étrangères dans le cadre de la crise de la COVID-19 » sont remplacés par les mots « site internet « info-coronavirus.be » du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement ».

Art. 8. Dans le même arrêté, l'intitulé de l'annexe est remplacé par ce qui suit : « Annexe 1. Commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population ».

Art. 9. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 2, qui est jointe en annexe 1^{re} au présent arrêté.

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 3, qui est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 27 janvier 2021, à l'exception de l'article 7, 3° qui entre en vigueur le 1^{er} février 2021.

Bruxelles, le 26 janvier 2021.

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Annexe 1^{re} à l'arrêté ministériel du 26 janvier 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

Annexe 2. Liste des voyages essentiels applicable aux personnes ayant la nationalité de ou leur résidence principale dans un pays de l'UE ou de la zone Schengen, ainsi que pour les personnes ayant leur résidence principale dans un pays tiers repris à l'annexe I de la Recommandation (UE) 2020/912 du Conseil du 30 juin 2020 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction

Pour l'application de l'article 21, § 1^{er} du présent arrêté, les voyages suivants sont considérés comme essentiels :

1° les voyages effectués pour des raisons purement professionnelles, y compris les voyages des sportifs professionnels ayant un statut de haut niveau, des professionnels du secteur culturel et des journalistes, dans l'exercice de leur activité professionnelle ;

2° les voyages des diplomates, ministres, chefs d'Etat et de gouvernement ; les voyages du personnel des organisations et institutions internationales et des personnes invitées par ces organisations et institutions dont la présence physique est nécessaire au bon fonctionnement de ces organisations et institutions; les voyages du personnel des missions diplomatiques et consulaires et des personnes invitées par ces missions dont la présence physique est nécessaire au bon fonctionnement de ces missions ; les voyages des membres du Parlement européen dans le cadre de leurs fonctions ;

3° les voyages pour des raisons familiales impératives, à savoir :

- les voyages justifiés par le regroupement familial au sens de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

- les visites à un conjoint ou partenaire, qui ne vit pas sous le même toit, dans la mesure où une preuve crédible d'une relation stable et durable peut être fournie ;

- les voyages dans le cadre de la coparentalité ;

Indien gebruik wordt gemaakt van een vervoerder, is deze ertoe gehouden te controleren dat de reizigers bedoeld in het tweede lid, voorafgaand aan de boarding, in het bezit zijn van dit attest. Bij gebrek aan dit attest, is de vervoerder ertoe gehouden het boarden te weigeren. De vervoerder controleert bij aankomst op Belgisch grondgebied opnieuw dat de reiziger in het bezit is van dit attest.

In afwijking van het tweede lid, is een attest niet vereist indien het essentieel karakter van de reis blijkt uit de officiële documenten in het bezit van de reiziger.

Voor de toepassing van dit besluit worden Andorra, Monaco, San Marino en Vaticaanstad beschouwd als landen van de Europese Unie.;"

3° in paragraaf 7 worden de woorden "website van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken in het kader van de COVID-19 crisis" vervangen door de woorden "website "info-coronavirus.be" van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu".

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van de bijlage vervangen als volgt: "Bijlage 1. Handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking".

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 2 ingevoegd, die als bijlage 1 is gevoegd bij dit besluit.

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 3 ingevoegd, die als bijlage 2 is gevoegd bij dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 27 januari 2021, met uitzondering van artikel 7, 3°, dat in werking treedt op 1 februari 2021.

Brussel, 26 januari 2021.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

Bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 26 januari 2021 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken

Bijlage 2. Lijst van essentiële reizen toepasselijk op personen met de nationaliteit van of de hoofdverblijfplaats in een land van de EU of de Schengenzone, alsook voor de personen die hun hoofdverblijfplaats hebben in een derde land opgenomen in bijlage I van de Aanbeveling (EU) 2020/912 van de Raad van 30 juni 2020 over de tijdelijke beperking van niet-essentiële reizen naar de EU en de mogelijke opheffing van die beperking

Voor de toepassing van artikel 21, § 1 van dit besluit worden de volgende reizen als essentieel beschouwd:

1° de reizen om louter professionele redenen, met inbegrip van de reizen van beroepssporters met een topsportstatuut, professionelen uit de cultuursector, en journalisten, bij het uitoefenen van hun professionele activiteit;

2° de reizen van diplomaten, ministers, Staats- en regeringsleiders; de reizen van het personeel van internationale organisaties en instellingen, en van personen uitgenodigd door deze internationale organisaties en instellingen waarvoor de fysieke aanwezigheid noodzakelijk is voor de goede werking van deze organisaties en instellingen; de reizen van het personeel van diplomatieke en consulaire posten en van personen uitgenodigd door deze posten waarvoor de fysieke aanwezigheid noodzakelijk is voor de goede werking van deze posten; de reizen van leden van het Europees Parlement in het kader van hun functies;

3° de reizen omwille van dwingende gezinsredenen, met name:

- reizen die gerechtvaardigd zijn door gezinshereniging, in de zin van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

- bezoeken aan een echtgenoot of partner, die niet onder hetzelfde dak woont, voor zover een aannemelijk bewijs geleverd kan worden van een stabiele en duurzaam onderhouden relatie;

- reizen in het kader van co-ouderschap;

- les voyages dans le cadre des enterrements ou des crémations de parents ou d'alliés au premier et au deuxième degré ou de proches, dans la mesure où une preuve crédible d'une relation stable et durable avec ce proche peut être fournie ;

- les voyages dans le cadre de mariage civils ou religieux de parents ou alliés au premier et au deuxième degré ;

4° les voyages effectués pour des motifs humanitaires, en particulier:

- les voyages pour des motifs médicaux ou la poursuite d'un traitement médical ;

- les déplacements pour fournir une assistance ou des soins à une personne âgée, mineure, handicapée ou vulnérable,

- les visites dans le cadre de soins palliatifs ;

5° les voyages qui sont liés aux études, en particulier les voyages d'élèves, étudiants et stagiaires qui suivent une formation dans le cadre de leurs études et des chercheurs ayant une convention d'accueil ;

6° les voyages d'habitants de communes frontalières et de leurs communes voisines directes au pays frontalier comme élément de la vie quotidienne pour des activités qui sont également autorisées dans le pays de résidence principale et qui sont nécessaires ; les voyages d'habitants de zones frontalières au pays frontalier comme élément de la vie quotidienne pour des activités qui sont également autorisées dans le pays de résidence principale et qui sont nécessaires, pour autant qu'une preuve crédible de ceci puisse être fournie;

7° les voyages pour apporter des soins aux animaux ;

8° les voyages dans le cadre d'obligations juridiques, si nécessaires et pour autant que cela ne puisse pas se faire numériquement ;

9° les voyages pour faire effectuer des réparations urgentes dans le cadre de la sécurité du véhicule ;

10° les voyages dans le cadre d'un déménagement ;

11° les voyages de transit.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 26 janvier 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Annexe 2 à l'arrêté ministériel du 26 janvier 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

Annexe 3. Liste des voyages essentiels au départ des pays tiers vers la Belgique pour les voyageurs n'ayant pas la nationalité d'un pays de l'Union européenne ou de la zone Schengen, et ayant leur résidence principale dans un pays tiers qui n'est pas repris à l'annexe I de la Recommandation (UE) 2020/912 du Conseil du 30 juin 2020 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction

Pour l'application de l'article 21, § 2 du présent arrêté, les voyages suivants au sont considérés comme essentiels :

1° les voyages professionnels des professionnels de la santé, des chercheurs dans le domaine de la santé et des professionnels de la prise en charge des personnes âgées ;

2° les voyages professionnels des travailleurs frontaliers ;

3° les voyages professionnels des travailleurs saisonniers du secteur agricole et de l'horticulture ;

4° les voyages professionnels du personnel de transport ;

5° les voyages des diplomates, du personnel des organisations et institutions internationales et des personnes qui sont invitées par des organisations et institutions internationales et dont la présence physique est nécessaire pour le bon fonctionnement de ces organisations et institutions, les voyages professionnels du personnel militaire, des forces de l'ordre, des douanes, des services de renseignement, des magistrats, des travailleurs humanitaires et du personnel de la protection civile, dans l'exercice de leur fonction ;

- reizen in het kader van begrafenissen of crematies van verwanten of van aanverwanten in eerste en tweede graad, of van naasten voor zover een aannemelijk bewijs geleverd kan worden van een stabiele en duurzame onderhouden relatie met deze naaste;

- de reizen in het kader van burgerlijke of religieuze huwelijken van verwanten of aanverwanten in eerste en tweede graad ;

4° de reizen omwille van humanitaire redenen, in het bijzonder:

- reizen om medische redenen of de verderzetting van een medische behandeling;

- reizen om bijstand of zorg te verlenen aan een oudere, minderjarige, gehandicapte of kwetsbare persoon;

- bezoeken in het kader van palliatieve zorgen;

5° de reizen die studiegerelateerd zijn, in het bijzonder de reizen van leerlingen, studenten en stagiairs, die in het kader van hun studies een vorming volgen en onderzoekers met een gastovereenkomst;

6° de reizen naar het aangrenzende land door inwoners van grensgemeenten en hun directe buurgemeenten als onderdeel van het dagdagelijkse leven voor de activiteiten die eveneens in het land van hoofdverblijfplaats toegelaten zijn en noodzakelijk zijn; reizen naar het aangrenzende land door inwoners van grensregio's als onderdeel van het dagdagelijkse leven voor de activiteiten die eveneens in het land van hoofdverblijfplaats toegelaten zijn en noodzakelijk zijn, voor zover hiervan een aannemelijk bewijs geleverd kan worden;

7° de reizen om zorg te dragen voor dieren;

8° de reizen in het kader van juridische verplichtingen, voor zover noodzakelijk en dit niet digitaal kan gebeuren;

9° de reizen om dringende herstellingen te laten uitvoeren in het kader van de veiligheid van een voertuig;

10° de reizen in het kader van een verhuizing;

11° de doorreizen.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 26 januari 2021 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

Bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 26 januari 2021 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken

Bijlage 3. Lijst van essentiële reizen vanuit een derde land naar België toepasselijk op reizigers die niet beschikken over de nationaliteit van een land van de Europese Unie of van de Schengenzone, en die hun hoofdverblijfplaats hebben in een derde land dat niet is opgenomen in bijlage I bij de Aanbeveling (EU) 2020/912 van de Raad van 30 juni 2020 over de tijdelijke beperking van niet-essentiële reizen naar de EU en de mogelijke opheffing van die beperking

Voor de toepassing van artikel 21, § 2 van dit besluit worden de volgende reizen als essentieel beschouwd:

1° de professionele reizen van gezondheidswerkers, onderzoekers op het gebied van gezondheid en beroepskrachten uit de ouderenzorg;

2° de professionele reizen van grensarbeiders;

3° de professionele reizen van seizoenarbeiders in de land- en tuinbouw;

4° de professionele reizen van vervoerspersoneel;

5° de reizen van diplomaten, personeel van internationale organisaties en instellingen en door internationale organisaties en instellingen uitgenodigde personen van wie fysieke aanwezigheid vereist is voor de goede werking van deze organisaties en instellingen, professionele reizen van militair personeel, van ordediensten, van de douane, van de inlichtingendiensten en magistraten, en van humanitaire hulpverleners en personeel van de civiele bescherming, bij het uitoefenen van hun functie;

6° les voyages de transit en dehors de la zone Schengen et de l'Union européenne ;

7° les voyages pour des raisons familiales impératives, c'est-à-dire :

- les voyages justifiés par le regroupement familial au sens de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

- les visites à un conjoint ou partenaire, qui ne vit pas sous le même toit, dans la mesure où une preuve crédible d'une relation stable et durable peut être fournie ;

- les voyages dans le cadre de la coparentalité (en ce compris un projet de procréation médicalement assistée) ;

- les voyages dans le cadre des enterrements ou des crémations de parents au premier et au deuxième degré ;

- les voyages dans le cadre de mariages civils ou religieux de parents au premier et au deuxième degré ;

8° les voyages professionnels des gens de mer ;

9° les voyages pour des motifs humanitaires (y compris les voyages pour des raisons médicales impérieuses ou la poursuite d'un traitement médical urgent ainsi que pour fournir une assistance à une personne âgée, mineure, vulnérable ou en situation de handicap) ;

10° les voyages qui sont liés aux études, y compris les voyages des élèves, étudiants et stagiaires qui suivent une formation dans le cadre de leurs études et des chercheurs ayant une convention d'accueil ;

11° les voyages de personnes qualifiées, lorsque leur travail est nécessaire d'un point de vue économique et ne peut être reporté ; y compris les voyages des athlètes professionnels sous statut SHN (sportif de haut niveau) et les professionnels du secteur culturel lorsqu'ils disposent d'un permis-unique, ainsi que les journalistes, dans l'exercice de leur activité professionnelle.

Les voyages des personnes qui viennent exercer une activité salariée en Belgique, en ce compris les jeunes au pair, quelle que soit la durée de cette activité, à condition qu'elles y soient autorisées par la Région compétente (autorisation de travail ou preuve que les conditions d'une dispense sont remplies).

Les voyages des personnes qui viennent exercer une activité indépendante en Belgique, quelle que soit la durée de cette activité, à condition qu'elles y soient autorisées par la Région compétente (carte professionnelle valable ou preuve que les conditions d'une dispense sont remplies).

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 26 janvier 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

6° doorreizen buiten de Schengenzone en de Europese Unie;

7° de reizen om dwingende gezinsredenen, namelijk:

- de reizen die gerechtvaardigd zijn door gezinshereniging in de zin van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

- de bezoeken aan een echtgenoot of partner, die niet onder hetzelfde dak woont, voor zover een aannemelijk bewijs geleverd kan worden van een stabiele en duurzaam onderhouden relatie;

- de reizen in het kader van co-ouderschap (met inbegrip van een behandeling in het kader van medisch begeleide voortplanting);

- de reizen in het kader van begrafenissen of crematies van verwanten in eerste en tweede graad;

- de reizen in het kader van burgerlijke of religieuze huwelijken van verwanten in eerste en tweede graad;

8° de professionele reizen van zeevarenden;

9° de reizen om humanitaire reden (met inbegrip van de reizen om dwingende medische redenen of de verderzetting van een dringende medische behandeling alsook om bijstand of zorg te verlenen aan een oudere, minderjarige, gehandicapte of kwetsbare persoon);

10° de reizen die studiegerelateerd zijn, met inbegrip van de reizen van leerlingen, studenten en stagiairs, die in het kader van hun studies een vorming volgen en onderzoekers met een gastovereenkomst;

11° de reizen van gekwalificeerde personen, als hun werk vanuit economisch standpunt noodzakelijk is en niet kan worden uitgesteld; met inbegrip van de reizen van beroepssporters met een topsportstatuut en professionelen uit de cultuursector, wanneer ze beschikken over een gecombineerde vergunning, en journalisten, bij het uitoefenen van hun professionele activiteit.

De reizen van de personen die een activiteit in loondienst komen uitoefenen in België, met inbegrip van jonge au pairs, ongeacht de duur van deze activiteit, op voorwaarde dat ze daartoe gemachtigd zijn door het bevoegde Gewest (arbeidsvergunning of bewijs dat de voorwaarden voor een vrijstelling vervuld zijn).

De reizen van de personen die een zelfstandige activiteit komen uitoefenen in België, ongeacht de duur van deze activiteit, op voorwaarde dat ze daartoe gemachtigd zijn door het bevoegde gewest (geldige beroepskaart of bewijs dat de voorwaarden voor een vrijstelling vervuld zijn).

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 26 januari 2021 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN